JEAN GUISNEL

Les généraux

Enquête sur le pouvoir militaire en France



LA DÉCOUVERTE
ENQUÊTES

874409

ENQUÊTES

8° LG.61
1900

Dans la même collection

Irène Barki, *Pour ces yeux-là. La face cachée du drame argentin : les enfants disparus.*

Bernard Bragard, Frédéric Gilbert, Catherine Sinet, *J.M. Le feuilleton niçois.*

Élisabeth et Jean-Paul Champseix, *57 boulevard Staline. Chroniques albanaises.*

Anne Devailly, *Les charismatiques.*

Fausto Giudice, *Têtes de Turcs en France.*

Jean Guisnel et Bernard Violet, *Services secrets. Le pouvoir et les services de renseignements sous François Mitterrand.*

Alain Hertoghe et Alain Labrousse, *Le Sentier lumineux du Pérou. Un nouvel intégrisme dans le tiers monde.*

Pierre Jouve et Alain Magoudi, *Les dits et les non-dits de Jean-Marie Le Pen.*

Noël Mamère, *La dictature de l'Audimat.*

Yves Mamou, *Une machine de pouvoir : la Direction du Trésor.*

Michel de Pracontal, *Les mystères de la mémoire de l'eau.*

Serge Quadruppani, *L'antiterrorisme en France ou la terreur intégrée.*

Aline Richard et Sophie Veyret, *Cobayes humains. Les secrets de l'expérimentation médicale.*

Jeanne Villeneuve, *Le mythe Tapie. Chronique des années quatre-vingt.*

Günter Wallraff, *Tête de Turc.*

Günter Wallraff, *La vérité comme une arme. Vingt-cinq ans de journalisme d'investigation.*

355
NC

Jean Guisnel

Les généraux

Enquête sur le pouvoir militaire en France

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE
1, place Paul-Painlevé
Paris Ve
1990

DL-07111990-30722

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **A La Découverte.**

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du copyright (6 *bis*, rue Gabriel-Laumain, 75010 Paris).

© Éditions La Découverte, Paris, 1990
ISBN 2-7071-1939-3



Pour Héloïse, qui découvre le monde

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage est le fruit d'une enquête de deux années, menée spécifiquement pour sa rédaction. Aucune porte — sauf exception — n'est restée fermée longtemps : c'est un signe sans doute que l'institution militaire admet, plus facilement qu'on le croit souvent, de s'ouvrir à des regards extérieurs. Fussent-ils ceux d'un journaliste ! Concernant les « sources » militaires, nous avons privilégié l'actualité, donc les officiers généraux en activité. Plusieurs dizaines ont accepté de me recevoir, à la seule condition de n'être pas nommés. Ce désir a été respecté. J'ai bien sûr également rencontré des hommes politiques et leurs collaborateurs directs, des industriels, des diplomates, des hauts fonctionnaires. Dans la mesure où ils avaient souvent la langue bien pendue, j'ai compris leur désir d'anonymat.

Une telle enquête ne pouvait pas être complaisante. Elle ne pouvait pas non plus être partiale. Le parti pris a été d'autant plus absent de ma démarche que ce très long reportage a constitué, à bien des égards, une découverte. Certains la jugeront conforme à l'idée qu'ils se font eux-mêmes de l'armée, des généraux et du pouvoir militaire, d'autres y découvriront des éléments nouveaux. Que tous ceux qui m'ont reçu sachent en tout cas que mes premiers remerciements leur sont adressés, et tout particulièrement à ceux — nombreux — qui m'ont permis d'accéder à des documents inédits, souvent à leurs archives personnelles. Je voudrais remercier également l'équipe de *Libération*, et singulièrement mes confrères et consœurs du service politique, qui a constitué un cadre professionnel particulièrement propice à de tels travaux. Ma gratitude s'adresse enfin, tout spécialement, à Geneviève et à Carole : sans leur aide constante et affectueuse à leur mari et père, ce livre ne se serait pas fait.

1

Ouvéa, Lamantin : des généraux au feu

Dans l'aérogare de Bali écrasée par la chaleur tropicale, en ce début de mars 1989, il fait la queue parmi les touristes japonais. Le douanier indonésien ne juge pas utile de lâcher le mégot de sa cigarette au clou de girofle pour examiner le passeport de cet anonyme. Amer, le général de brigade Jacques Vidal vient de passer une semaine de repos sur l'île enchanteresse et rentre à Paris. Moins d'un mois plus tôt, il était encore le commandant supérieur des forces françaises en Nouvelle-Calédonie, où le gouvernement l'avait nommé le 1er mars 1988. Dans un peu plus de vingt-quatre heures, il aura rejoint sa nouvelle affectation : chef d'état-major de la Force d'action rapide à Saint-Germain-en-Laye. Et parallèlement, comme pour bien montrer le côté inhabituel de cette situation, c'est son prédécesseur dans ce poste, le général Jean-Claude Bertin, qui va le remplacer à Nouméa. Un chassé-croisé, mais d'abord une sanction : Jacques Vidal paie de son poste l'assaut mené par les troupes d'élite qu'il commandait contre la grotte d'Ouvéa, le 5 mai 1988.

Le guêpier calédonien

La Nouvelle-Calédonie a diversement réussi aux généraux. Car pour un Jacques Vidal auquel elle a valu de sérieux déboires, elle aura bien servi Michel Franceschi, son prédécesseur. Nommé à l'été 1984 sur le Caillou, ce dernier n'était pas promis à un avenir radieux. Comme les généraux qui « n'ont pas

démérité », selon la formule consacrée, il était prévu qu'il demeure deux ans dans son poste, puis qu'il rentre en métropole avant de prendre une retraite anticipée et imposée pour faire un peu de place aux jeunes. Mais la chance aidant parfois ceux que la gloire des armes a oubliés, Michel Franceschi a trouvé un grand homme sur son chemin : Jacques Chirac. Son patriotisme militant, qui l'avait entre autres poussé à se faire le prosélyte du vote anti-indépendantiste dans les tribus kanaks, avait plu au Premier ministre nommé en mars 1986 qui s'était très vite rendu sur le Caillou. Et, comme souvent quand les gens lui plaisent, le chef du gouvernement s'était entiché du général militant au point de décider de s'occuper personnellement de sa carrière menacée d'extinction rapide. Le fait que l'Élysée fût suprêmement agacé par les initiatives du général n'était pas, non plus, tout à fait indifférent à Jacques Chirac.

En septembre 1986, comme il se doit, le poste qu'occupe Michel Franceschi est soumis à renouvellement. Tous ceux qui comptent en la matière — le ministre de la Défense André Giraud, le chef d'état-major des armées Jean Saulnier, le chef d'état-major de l'armée de terre Maurice Schmitt, le chef de l'état-major particulier de la présidence de la République Jean Fleury et le chef du cabinet militaire du Premier ministre Bernard Norlain — sont alors d'accord pour que sa mission cesse à son terme prévu. Donc, un ministre et quatre généraux d'un côté, un Premier ministre de l'autre ; c'est ce dernier qui l'emporte, et Michel Franceschi restera finalement près de quatre ans en poste — jusqu'en février 1988 — avant d'aller occuper un bureau qui semblait jusque-là hors de sa portée, celui d'inspecteur des troupes de marine qui appartiennent à l'armée de terre.

Lorsque Jacques Vidal arrive pour lui succéder le 1er mars 1988, le terrain est bien miné : non seulement il lui faut normaliser les relations singulièrement compromises avec la communauté kanak, mais en outre le nouveau statut que le ministre des DOM-TOM Bernard Pons et le gouvernement ont préparé doit être officialisé le 24 avril par des élections

régionales[1]. Déjà, la tension monte fortement : le 26 février, des gendarmes ont été attaqués à Poindimié par des indépendantistes et désarmés dans des conditions jugées aussi déshonorantes que ridicules par le gouvernement. Le 22 avril, le paroxysme est atteint : la brigade de gendarmerie de Fayaoué, sur l'île d'Ouvéa, est prise d'assaut par un commando indépendantiste d'une quarantaine d'hommes. Deux militaires sont tués, vingt-sept pris en otages : le défi lancé à l'État prend des dimensions considérables. Pour y répondre, Jacques Chirac et le gouvernement décident de prendre des mesures politiques et militaires : le général de gendarmerie Antonio Jérôme est envoyé sur place avec des renforts, dont plusieurs hommes du GIGN (Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale) commandés par le capitaine Philippe Legorjus ; quelques heures plus tard il est rejoint par le ministre des DOM-TOM Bernard Pons, accompagné du général Norlain. Le 25 et le 26 avril, onze des vingt-sept otages sont libérés. Mais le 27, coup de théâtre : Philippe Legorjus et cinq de ses hommes qui étaient arrivés à proximité de la grotte de Gossanah sont à leur tour pris en otages. Le chef du GIGN, qui conservera finalement sa liberté de mouvement, servira d'intermédiaire entre les ravisseurs et les autorités civiles et militaires.

Chirac en battle-dress

Cette fois-ci, on est vraiment entré dans la crise. Énorme. L'événement occulte presque la préparation du second tour des présidentielles. Et, dans les lieux du pouvoir, la fièvre monte. A 18 heures tous les soirs, au salon Leclerc du ministère de la Défense, quatre hommes se retrouvent autour du directeur de cabinet d'André Giraud, Hubert Blanc : ce préfet connaît

1. Ces élections qui se déroulent le même jour que le premier tour de l'élection présidentielle, alors que les indépendantistes prônent l'abstention (elle sera de 40 %), donnent 35 sièges au RPCR (RPR local) et 8 au Front national, sur un total de 48 sièges.

bien la Nouvelle-Calédonie où il a été l'adjoint du haut-commissaire Fernand Wybaux de juillet 1985 à avril 1986. A ses côtés, Maurice Schmitt, devenu chef d'état-major des armées en novembre 1987 : il est le premier des militaires français, en première ligne lorsque des opérations militaires sont menées. Il a une raison supplémentaire de suivre de près la situation : Jacques Vidal est l'un de ses « poulains » qui — détail de poids — a été l'un de ses successeurs à la tête du « 8 », le 8e régiment de parachutistes d'infanterie de marine, stationné à Castres.

Deuxième militaire autour de la table : François Mermet, un aviateur et pilote de chasse, patron de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Le 28 avril, il approuvera la décision d'envoyer le 11e Choc — le régiment de son service Action — sur l'île d'Ouvéa, qu'accompagneront les nageurs de combat du commando Hubert de la marine nationale. La demande, venue de Nouvelle-Calédonie, était appuyée par le général Schmitt : celui-ci estimait ne pouvoir répondre du succès d'une éventuelle opération que si les moyens les plus performants en hommes et en matériels étaient présents sur place.

Troisième officier général : Gilbert Forray, le patron de l'armée de terre. Administrativement, le « comsup » Jacques Vidal dépend de lui. Mais un conflit latent couve avec la gendarmerie, qui a le sentiment d'avoir été évincée de l'affaire par le gouvernement, au profit de l'armée de terre. En descendant du DC8 du COTAM[2] sur l'aéroport de la Tontouta, à Nouméa, Antonio Jérôme avait eu la surprise d'apprendre que le commandement des troupes était confié à Jacques Vidal, pourtant d'un grade inférieur au sien, et qu'il n'aurait pour sa part que la responsabilité du maintien de l'ordre sur la Grande-Terre. Gilbert Forray devra jouer serré à Paris pour que le conflit ne s'envenime pas... Le dernier du tour de table est l'amiral Jacques Lanxade, chef du cabinet militaire du ministre de la Défense, systématiquement présent.

2. Commandement du transport aérien militaire.

Il gère heure par heure les relations avec l'état-major de l'Élysée, qui a parfois le sentiment que le gouvernement ne le tient pas complètement au courant de l'évolution de la situation. Ces cinq hommes à Paris seront les techniciens préparant les dossiers pour le pouvoir politique.

Bien que la corporation militaire soit aux avant-postes dans et autour de la grotte, les désaccords de ces chefs avec le pouvoir, sur le traitement de ce dossier, ne franchiront jamais les portes des bureaux ministériels. Car ceux auxquels les décisions appartiennent sont bien les hommes politiques : André Giraud, qui tentera d'avoir, auprès de Chirac, un rôle modérateur. François Mitterrand, qui donnera l'ordre ultime. Et surtout Jacques Chirac. Pendant les réunions qui se tenaient le matin à Matignon avec les ministres concernés (Défense, Intérieur, etc.) lorsqu'il était présent à Paris malgré la campagne présidentielle, le Premier ministre devenait chef de guerre. Selon un temoin, « on aurait dit qu'il avait enfilé un battle-dress, il se faisait apporter des plans, des cartes, des photos, sortait de son bureau pour aller chez Maurice Ulrich, son chef de cabinet, téléphoner à Pons ou à Vidal. Il était surexcité ». Il donnera personnellement son accord au ministre des DOM-TOM pour qu'un assaut soit préparé. Ce sera l'opération *Victor*.

Suspicion et mise à l'écart

S'il est une chose que la gendarmerie n'a pas supportée dans cette affaire, c'est bien d'avoir été victime de suspicion et d'avoir été tenue à l'écart pendant plusieurs jours de ce qui se tramait entre Paris et le « Haussariat[3] ». Alors que des tentatives acharnées de conciliation se poursuivaient avec les otages par l'intermédiaire de Philippe Legorjus[4], ce dernier et le général Jérôme eurent la surprise de constater que des

3. Contraction de haut-commissariat.
4. Philippe LEGORJUS, *La Morale et l'Action*, Fixot, Paris, 1990.

« choses » se préparaient sans qu'ils en eussent été avertis : entraînement des troupes de choc dans la région de Nouméa, installation d'une antenne chirurgicale parachutiste à Ouvéa. Des signes qui ne trompent pas, comme si tout espoir de libération négociée était considéré par avance comme impossible. Jérôme pouvait supporter, éventuellement, de ne pas être le chef et que les deux étoiles de général de brigade de Vidal prennent le pas sur ses propres trois étoiles de général de division. Mais que la préparation d'un assaut contre la grotte se fasse sans que lui-même et Philippe Legorjus, supérieurs hiérarchiques des otages, fussent prévenus était à ses yeux inacceptable.

A cette époque, quand des gendarmes ont un gros problème, c'est au préfet Christian Prouteau qu'ils en appellent. Il est l'un des leurs, il a créé le GIGN, et il a été pris à ses côtés par François Mitterrand en 1982 pour mettre sur pied la cellule antiterroriste de l'Élysée. Philippe Legorjus le joint à de multiples reprises, Antonio Jérôme aussi. Ils le préviennent de ce qui se trame, lui demandent d'intervenir pour que l'assaut que préparent les hommes de Jacques Vidal ne soit pas donné. Les téléphones chauffent : le général Norlain a plusieurs conversations quotidiennes avec Maurice Ulrich, Michel Roussin — chef de cabinet de Jacques Chirac —, le général Jean Fleury à l'Élysée et l'amiral Lanxade à la Défense. Bernard Pons appelle Paris en permanence et se tient en liaison directe avec Jacques Chirac. Antonio Jérôme est pour sa part en contact multiquotidien avec le directeur de la gendarmerie Régis Mourier, et au ministère de la Défense avec le préfet Blanc et l'amiral Lanxade. Jacques Vidal a les mêmes interlocuteurs, mais en outre le chef d'état-major des armées, Maurice Schmitt. Tous les ordres verbaux sont confirmés par écrit dans la minute par télécopieur crypté. L'armée vit plus que jamais la révolution des télécommunications.

Les temps anciens de la prééminence du chef qui dispose seul d'une radio à ondes courtes pour converser avec son état-major sont révolus. Désormais tout un chacun a accès à un téléphone, peut joindre tous les lieux de pouvoir et intervenir

sur eux. Les instructions sont transmises en direct, comme leurs réponses, et les circuits de décision s'en trouvent compliqués : Paris prend en la matière une importance cruciale ; sur le terrain les hommes évoluent, mais les décisions se prennent dans la capitale. Toutes. D'où l'importance des réseaux particuliers, des relations personnelles, des solidarités anciennes ou nouvelles, des voies individuelles que chaque militaire peut avoir pour atteindre le pouvoir politique.

« Logique de mort »

Le climat est de plus en plus lourd, deux thèses s'affrontent : celle de Matignon et de Pons, qui entendent mener l'assaut pour sortir les otages de la grotte avant le second tour de l'élection présidentielle — pour des raisons différentes, qui ne sont pas liées au contexte électoral, c'est aussi celle de l'armée de terre (pour des militaires comme Jacques Vidal, une insulte à la République doit être traitée comme elle le mérite, par la manière forte) ; et celle — contraire — des gendarmes qui, pour ces mêmes motifs, ont le sentiment que la vie des otages mais aussi celle de leurs ravisseurs ne sont pas des éléments suffisamment pris en compte par le gouvernement et les militaires. Legorjus appelle Prouteau et le tient « informé des dernières orientations gouvernementales. A ses questions, je comprends que le président n'est pas tenu intégralement au courant de la situation sur place. Je fournis alors à Christian la totalité des renseignements en ma possession, tout en formulant le souhait que l'on accélère le processus de médiation. Je n'éprouve aucun scrupule à faire jouer tous les leviers qui peuvent me permettre de faire libérer les otages sains et saufs. Je suis prêt à tout pour casser cette logique de mort où l'on veut nous entraîner[5] ». Le général Jérôme fait de même. La tension est extrême dans la grotte, où la vie des otages semble réellement menacée. A l'extérieur aussi.

5. Philippe LEGORJUS, *op. cit.*, p. 244.

Deux camps s'affrontent donc, sur le terrain, mais également à Paris. D'un côté, les interventionnistes : l'armée de terre, ses chefs parisiens, Bernard Pons et Jacques Chirac. Ce dernier, depuis le début de l'affaire, en a par-dessus la tête des gendarmes et de la gendarmerie. Il les tient pour responsables de la catastrophe de Fayaoué, considère que leur désir de négociation à tout prix ne résoudra rien, tient à leur endroit des propos très durs au cours des réunions. Bref, il ne leur fait pas confiance et demeure persuadé que la méthode à la hussarde, réclamée avec insistance depuis Nouméa par les caldoches du RPCR, sera celle qui portera le plus de fruits. Militairement, mais aussi politiquement. Une libération avant le second tour de la présidentielle, le 8 mai, ne serait-elle pas du meilleur effet ? Surtout si les otages français au Liban [6] sont libérés simultanément...

Les tenants de l'autre thèse, celle de la négociation et du maintien d'un *statu quo* précaire jusqu'au second tour, sont aussi nombreux. Philippe Legorjus et Antonio Jérôme ont convaincu Giraud et son cabinet : Jacques Lanxade et Hubert Blanc sont de cet avis. La « méthode gendarmerie » consistant à ne pas se servir de ses armes, quitte parfois à se les faire prendre, leur semble avoir du bon. Le 2 mai, pour ne pas laisser dire qu'aucune négociation n'a été tentée, Bernard Pons demande la médiation de Mgr Michel Calvet, évêque de Nouméa. Erreur majuscule : le prélat est honni des Kanaks qui refusent naturellement son intervention. A Paris, on s'agite dans le même sens. L'Élysée propose à Jacques Chirac de désigner Franck Wahuzue, un membre éminent du FLNKS [7]. Matignon refuse, mais Philippe Legorjus ne l'en rencontre pas moins sur l'île de Lifou avec l'accord de Bernard Pons. Échec. A nouveau, l'Élysée propose un médiateur, cette fois-ci Roger

6. Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kaufmann, détenus au Liban par des chiites du Hezbollah, arriveront à l'aéroport militaire de Villacoublay le 5 mai 1988.

7. Secrétaire de Yéwéné Yéwéné, l'un des leaders du FLNKS qui sera assassiné à Ouvéa, avec Jean-Marie Tjibaou, le 4 mai 1989.

Leray[8]. En précisant utilement que Jacques Chirac pourra dire que l'initiative vient de lui, et qu'il ne sera pas démenti. Nouveau refus.

Sale journée pour le président que ce lundi 2 mai. La veille déjà, il a passé tout son après-midi à Satory près de Versailles dans la salle de musculation du Groupement de sécurité de la présidence de la République (GSPR), ce groupe d'une centaine de supergendarmes chargés de sa protection rapprochée et qui sont tous prêts à se faire hacher sur place pour le protéger. Sombre visite : dans la salle de « muscul » emplie d'agrès divers et transformée en chapelle ardente, un cercueil. Seul dans la pièce, François Mitterrand passera la moitié de la journée à le veiller. C'est celui de Robert Desplanche, un gendarme de 36 ans, père de trois enfants, son chauffeur. Le 30 avril, la Renault 25 blindée présidentielle qu'il conduisait sur l'autoroute du Nord s'est encastrée sous un camion... Le lundi, cérémonie discrète à Satory. Le président est à nouveau présent. Et à l'issue de la cérémonie, les épouses des otages du GIGN — unité jumelle du GSPR dont les personnels logent dans les mêmes locaux — ont voulu le rencontrer ; pour lui demander d'intervenir, de faire sortir leurs époux de la grotte. Le lieutenant-colonel Alain Le Caro, le chef du GSPR, a également proposé de se rendre à Ouvéa pour remplacer les otages et porter un message présidentiel au chef des ravisseurs Alphonse Dianou. Refusé...

Assaut et bavures

Bordeaux, 2 mai. Jacques Chirac vient de tenir un meeting électoral. André Giraud l'a rejoint, mais a appris avant de quitter Paris, de la bouche même du directeur de la gendarmerie Régis Mourier, des informations essentielles. Sur

8. Ancien grand maître du Grand-Orient de France, il se rendra finalement en Nouvelle-Calédonie quelques jours plus tard avec la mission du dialogue conduite par le préfet Christian Blanc.

l'aéroport de Mérignac où ils doivent se séparer, le ministre de la Défense demande à parler « absolument » au Premier ministre. Il monte dans sa voiture qui s'éloigne vers la partie militaire de Mérignac. Vingt minutes de discussion en tête à tête. Ce que vient d'apprendre le ministre va tout faire basculer. D'abord, le substitut Jean Bianconi a pu introduire à l'intérieur de la grotte, au cours d'une médiation, une clé pour les menottes des otages. Mais surtout, deux revolvers Smith et Wesson sont désormais entre les mains des gendarmes. Chirac et Giraud conviennent que ce dernier demandera un rendez-vous d'urgence à François Mitterrand, pour le lendemain. Et que Pons exigera que les deux officiers généraux sur place, Antonio Jérôme et Jacques Vidal, lui remettent par écrit un avis sur l'opération.

A midi trente le 3 mai, André Giraud est dans le bureau de François Mitterrand. Seul témoin de l'entrevue : le général Jean Fleury. Il rédigera aussitôt un compte rendu versé aux Archives nationales et consultable en... 2048 ! Mais sans ambiguïté possible, il apparaît clairement que l'accord de François Mitterrand pour une opération de force a été donné, à condition toutefois qu'elle ne soit pas coûteuse en vies humaines. Une condition que l'occupant de l'Élysée met d'ailleurs à toutes les opérations militaires qu'il a pu ordonner depuis son arrivée au pouvoir en 1981. A cet égard, la lettre du général Jérôme, jusque-là opposé à une opération armée, a été décisive. Dans un post-scriptum manuscrit il a en effet écrit : « Le capitaine Legorjus demande qu'on exploite au plus vite la situation nouvelle[9], une option à laquelle je souscris. » A peine sorti du bureau présidentiel, André Giraud téléphone à Bernard Pons. Il est 14 heures à Paris, et 23 heures à Nouméa. L'ordre écrit transmis par l'état-major des armées parviendra par télécopieur à 2 heures du matin. Il est trop tard pour lancer l'opération le lendemain matin à l'aube, estime Jacques Vidal. Elle aura donc lieu vingt-quatre heures plus tard.

9. Créée par l'introduction des deux revolvers dans la grotte.

Dix-neuf morts parmi les preneurs d'otages. Deux militaires tués. Et surtout une polémique qui s'enfle très vite après l'assaut : comment sont morts le chef du commando Alphonse Dianou, son compagnon Wenceslas Lavelloi et le « porteur de thé » Waina Amossa qui ravitaillait les ravisseurs ? Le travail des journalistes sur place permettra — à partir d'interviews des porteurs de thé — de déterminer l'existence de dissimulations évidentes dans la version officielle. L'« enquête de commandement » décidée le 14 mai par Jean-Pierre Chevènement, le nouveau ministre de la Défense, aboutit effectivement le 30 à la révélation par le ministre de l'existence « d'actes contraires à l'honneur militaire et à la discipline ». Le même jour, la justice ouvre une information judiciaire pour « homicides volontaires » et « coups et blessures volontaires ». Très rapidement toutefois, les enquêtes de presse permettront de déterminer qu'Alphonse Dianou est mort des sévices subis lors de son transport par une unité de gendarmes mobiles entre le dispensaire de Saint-Joseph et l'aéroport d'Ouloup, tandis que les deux autres morts suspects ont été tués *après l'action*, dans l'ambiance vengeresse et surchauffée régnant après des combats de ce type[10]. Jacques Vidal sera implicitement tenu pour responsable de ces mortelles erreurs, et de n'avoir pas su retenir ses hommes.

Le boycottage du cocktail

10 février 1989. Le ministre des DOM-TOM Louis Le Pensec descend de l'avion d'UTA sur l'aéroport de Nouméa. Il vient présider sur le territoire la réunion annuelle de toutes les hautes autorités civiles et militaires françaises du Pacifique sud. Tous sont présents sur la piste. Un seul fait sa mauvaise tête :

10. Lire à ce propos : Edwy PLÉNEL et Alain ROLLAT, *Mourir à Ouvéa, le tournant calédonien*, La Découverte-*Le Monde*, Paris 1988 ; et Antoine SANGUINETTI, Daniel HELDIN, Guy RAMIREZ, Violaine WEBEN et Jean-Pierre WEBEN, *Enquête sur Ouvéa*, Ligue des droits de l'homme, Paris, 1989.

Jacques Vidal. Il a appris l'avant-veille, à l'issue du conseil des ministres, qu'il était remplacé. Et s'il est discipliné et n'a fait aucun commentaire public sur son retour en métropole, il n'est tout de même pas vraiment enchanté. Le Pensec, naturellement au courant de l'affaire, ne fait rien pour le rasséréner : lors des réunions, il le boude ostensiblement ; lors du dîner de clôture, il ne l'invite pas à sa table comme le voudrait le protocole. Maigres représailles : Vidal boycotte le cocktail final du ministre et invite — sans avoir trop besoin de le pousser — son état-major à faire de même. Seul le médecin militaire du lieu, note le ministre qui en fait part à son collègue Chevènement dès son retour, a bravé l'ordre du général. Ce brevet de loyalisme républicain n'a toutefois qu'une valeur limitée : la consigne de boycottage ne lui avait pas été transmise. Dès le retour du ministre à Paris, les collaborateurs de Le Pensec abreuvent les cabinets de la Défense et de Matignon de coups de téléphone indignés. Mais que faire pour punir davantage le général ?

Car la mutation n'est que la partie visible de la sanction : en fait, Jacques Vidal en a déjà subi une autre. A la fin de l'année 1988, l'évolution de sa carrière aurait pu lui permettre d'être « inscrit à la liste d'aptitude » pour une troisième étoile. Le Conseil supérieur de l'armée de terre, instance statutaire habilitée à proposer les promotions, l'a effectivement fait. Mais le ministre a refusé. Les militaires grondent en silence, mais au cabinet du ministre on explique alors que non, c'est non : « Il ne l'aura jamais. Quand on lui donne une mission, un militaire doit examiner tous les moyens de l'accomplir. Et à Ouvéa, Vidal l'a fait. Ce qu'on lui reproche, c'est le bordel qui a régné *après* l'opération. » Le problème, c'est que personne dans l'armée de terre n'est d'accord avec cette analyse. Les chefs de Vidal sont tous convaincus que l'armée a été prise dans cette affaire dans un étau politique, que si des fautes ont été faites elles étaient inhérentes à la nature des combats et qu'*in fine* Jacques Vidal n'a pas à payer seul les erreurs commises.

Branle-bas dans l'institution. Sortant de la tranchée, le chef

d'état-major des armées se fâche. « Le général Schmitt a été grand, pour défendre Vidal, admire en esthète ce proche collaborateur de Jean-Pierre Chevènement, il est venu voir le ministre spécialement pour obtenir cette troisième étoile, il a écrit à François Mitterrand. Et en plus, il n'a rien dit aux journalistes. Rien à dire, c'est correct... » Fin 1989, le problème se pose à nouveau de l'inscription de Jacques Vidal à la liste. S'il l'obtient, il aura perdu un an : à ce niveau, ce n'est pas irrémédiable, surtout s'il occupe un beau commandement par la suite. Finalement, il fut bien inscrit. Mais ce fut dur. Et d'autres généraux, non des moindres, annoncèrent qu'ils démissionneraient — on appelle cela « mettre son képi sur la table » — si leur collègue devait être définitivement barré de l'avancement. Devant la menace d'une crise ouverte, le pouvoir jugea qu'elle serait vraiment disproportionnée avec l'enjeu. Il suffit de discuter...

Le général Antonio Jérôme, pour sa part, sera récompensé pour avoir informé l'Élysée des coulisses de l'opération *Victor* et des préparatifs qui se déroulaient sur le terrain, sous l'autorité directe de Bernard Pons. Alors qu'il avait été contraint de partir en retraite par anticipation, peu après la conclusion de l'opération, le Conseil des ministres le rappellera le 22 février 1989 pour qu'il prenne la tête de la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD, ex-Sécurité militaire) en remplacement du général Pierre Devemy, lui aussi gendarme.

« Lamantin », son sable chaud

Zouérate, Mauritanie. Ce 1er mai 1977, des guérilleros sahraouis appartenant au Front Polisario qui réclame l'indépendance du Sahara occidental — partagé entre la Mauritanie et le Maroc — attaquent la petite ville de Zouérate. Deux Français sont tués et six autres enlevés et emmenés dans le désert, en territoire algérien. Le raid s'est déroulé selon la méthode habituelle des Sahraouis : des colonnes de plusieurs dizaines

de Land-Rover armées de mitrailleuses lourdes attaquent un poste des forces armées mauritaniennes ou marocaines, puis s'évanouissent à nouveau dans le désert. Si l'armée marocaine peut éventuellement faire face par ses propres moyens à de telles attaques, il n'en est pas de même, loin de là, pour l'armée mauritanienne. Ses équipements militaires sont désuets et insuffisants, ses moyens de reconnaissance largement inadaptés pour faire face à de telles incursions. Au cours de l'année 1977, celles-ci se sont multipliées.

L'opinion publique française réclame la libération des otages du Polisario. Après de nouvelles attaques et l'enlèvement le 25 octobre de deux nouveaux Français qui travaillaient sur la ligne de chemin de fer Zouérate-Nouadhibou, le président Valéry Giscard d'Estaing décide de réagir et réunit à l'Élysée le général Guy Méry chef d'état-major des armées (CEMA), le ministre de la Coopération Robert Galley, celui des Affaires étrangères Louis de Guiringaud, et son chef d'état-major particulier, le général Claude Vanbremeersch. Pour des raisons de discrétion, car l'appui de la France ne doit pas être ostentatoire, deux hypothèses sont rejetées : l'envoi d'un porte-avions, et celui d'une force d'intervention terrestre. Sur la base aérienne de Toul (Meurthe-et-Moselle), le commandant Jean Menu est à la tête de l'un des escadrons de Jaguar de la 11e escadre de chasse appartenant à la force aérienne tactique (FATAC). L'ordre est venu un matin de novembre, estampillé « secret défense », de faire partir quatre Jaguar pour Istres (Bouches-du-Rhône), d'où ils décolleront finalement pour Dakar (Sénégal) ; quatre autres vont rejoindre la capitale sénégalaise à partir du Togo où ils étaient en manœuvres : l'état-major de l'armée de l'air comme le gouvernement ne veulent pas que la présence inhabituelle d'avions de chasse français soit décelée sur le territoire mauritanien. Tout se passera donc à partir du pays voisin.

Avec les chasseurs-bombardiers et tout aussi discrètement, d'autres avions sont mis en état d'alerte sur le sol africain. Un Bréguet-Atlantic appartenant à la marine nationale et habituellement chargé de détecter les sous-marins. Il patrouillera

au-dessus du désert pour repérer les attaquants en profitant de son autonomie d'une quinzaine d'heures. Second appareil, un Transall : il servira de PC volant au responsable de l'opération, le général Michel Forget, commandant en second de la FATAC et ancien chef du cabinet militaire du ministre Yvon Bourges. Et des avions ravitailleurs en vol C-135 F. Fin novembre, tout est en place. 200 militaires français des trois armées ont été secrètement envoyés en Afrique. L'opération *Lamantin* est en route. Au plan strictement opérationnel, comme sur celui des relations qui vont s'établir entre les militaires sur le terrain et le sommet de l'État, il s'agit de la première opération « moderne » montée par l'armée française. Avec pilotage en direct (donc sans filet) par l'Élysée.

Le 2 décembre, les choses sérieuses commencent. Une colonne du Polisario a attaqué la base mauritanienne de Soual-Nouar, à 90 kilomètres au nord-est de Nouadhibou. Le dispositif prévu par les Français se met en place aussitôt : l'Atlantic cherche et trouve la colonne rentrant sur le territoire algérien, et guide vers elle les Jaguar, qui restent à bonne distance et à haute altitude. Le chef d'escadrille, Jean Menu, demande ses ordres à Michel Forget dans son Transall. Que doit-il faire ? Attaquer, disparaître, prendre des photographies avec les caméras de bord à haute définition des Jaguar ? Très vite, Forget appelle à Paris le Centre opérationnel des armées par un système radio VHF-BLU relayé par des transmetteurs de l'armée de terre installés à Dakar. A l'autre bout de la chaîne, le général Guy Méry, chef d'état-major des armées. Il téléphone au général Claude Vanbremeersch, chef de l'état-major particulier du président. Qui lui-même se renseigne auprès de Giscard. Réponse : non. « Bingo rouge » : le général lance dans son micro de bord le mot de code convenu pour stopper l'opération. Mais les Jaguar ne seront pas venus pour rien : du haut des cieux, ils tombent comme des pierres sur les Land-Rover qu'ils photographient, et tirent un coup de canon de 30 mm — un seul — quelques mètres devant la première voiture du dispositif.

« Bingo vert »

Retour sur Dakar. Et nouvelle attaque du train minéralier non loin de Zouérate, le 12 décembre. Selon les mêmes procédures, la flotte aérienne décolle, mais Paris stoppe aussitôt l'opération. Pour la faire reprendre quelques heures plus tard. Les Land-Rover sont déjà très loin dans le désert, mais l'Atlantic — invisible — ne les a pas lâchées d'une semelle. Les appareils sont à 1 300 kilomètres de leur base de Dakar, et ont déjà été ravitaillés une fois par les « nourrices » C-135 F. En début de soirée, alors que la colonne des maquisards pense ne plus avoir à craindre de menace, les Jaguar ont les Land-Rover en vue. Du fond du ciel, Jean Menu annonce à Michel Forget que lui-même et ses pilotes sont prêts. Dans son Transall, le général appelle à nouveau Paris. Guy Méry possède un ordre permanent d'ouverture du feu, signé du président. Mais il est convenu entre les deux hommes que celui-ci ne peut être utilisé qu'en cas d'extrême urgence, par exemple pour empêcher de nouvelles prises d'otages. De surcroît, des négociations sont parallèlement menées à Alger avec le gouvernement algérien et le Front Polisario pour obtenir la libération des otages. Le CEMA n'a pas l'intention de décider seul.

Lorsque Michel Forget appelle le Centre opérationnel des armées, dans les sous-sols du ministère de la Défense, boulevard Saint-Germain à Paris, le CEMA est absent. Il est rentré chez lui, dans son appartement des Invalides. C'est là que le permanencier l'appelle et lui fait part de l'ordre sollicité par le général qui vole au même moment dans son Transall. Guy Méry saisit à son tour son téléphone et appelle Claude Vanbremeersch à l'Élysée. « Il est parti avec le président », explique le planton. Qu'à cela ne tienne... Méry appelle la voiture présidentielle, qui se trouve alors dans le sud de Paris. Vanbremeersch est assis à côté du président. Un simple mouvement de menton suffit. Et, dès que la voiture est sortie du tunnel qui interrompt la communication, Guy Méry est mis au courant. Moins d'une minute plus tard, au-dessus du désert

mauritanien, Michel Forget reçoit l'ordre de feu. « Bingo vert », annonce-t-il au commandant Menu. Les pilotes reprennent un peu d'altitude. D'un geste du pouce, ils déverrouillent les commandes de mise à feu de leurs canons de 30 mm. La mort va fondre sur les maquisards.

Cette fois-ci pourtant, ils sont sur leurs gardes. Dès que leurs guetteurs repèrent les attaquants, les Sahraouis mettent en batterie leurs redoutables mitrailleuses de fabrication soviétique de 14,5 mm, et arment leurs missiles SAM-7. Les services de renseignement français avaient appris que le Polisario disposait de tels engins, et une petite enquête avait été menée auprès des pilotes israéliens qui avaient eu à les affronter. Les pilotes français ont retenu les leçons, dont la validité avait été expérimentée lors de l'attaque du 2 décembre : attaque à 500 nœuds (un peu moins de 1 000 km/h) « en radada », c'est-à-dire au ras du sol. Il faut ouvrir l'œil : dès que le panache de fumée annonce le départ du SAM-7, le pilote doit virer au plus serré pour masquer sa sortie de réacteur avec les gouvernes, puis allumer sa postcombustion et la couper aussitôt. L'autodirecteur infrarouge du missile doit alors logiquement se diriger vers la source de chaleur la plus intense, et éviter l'avion. Malgré ces précautions, des avions furent touchés, mais sans gravité et remis en état à Dakar. Mais sur le terrain, c'était l'épouvante : la meute de Jaguar avait détruit la moitié de la colonne d'où s'échappait l'épaisse fumée noire des jerricans enflammés. Plusieurs dizaines de corps atrocement mutilés et carbonisés jonchent le sable. Le lendemain 13 décembre à Alger, où il a été longuement reçu par le président Houari Boumediene, le secrétaire général du Parti communiste français Georges Marchais révèle que l'Algérie « souhaite que la question des prisonniers français de Zouérate trouve prochainement une solution ». Dès le lendemain, la libération sera annoncée, et les otages accueillis en France peu avant Noël.

« Je veux que Boumediene me respecte »

Les opérations étaient-elles terminées ? Non. Car Giscard a le sentiment que Houari Boumediene, qui abrite les Sahraouis, cherche un peu trop à intervenir dans les affaires intérieures françaises : après avoir reçu Georges Marchais, il s'apprête à accueillir François Mitterrand à Alger, alors que des élections législatives capitales doivent avoir lieu en mars 1978... Inacceptable. Et, comme à Ouvéa onze ans plus tard, ou comme le colonel Muammar al-Kadhafi en mars 1986 à Ouadi-Doum, ceux qui viennent chatouiller la puissance militaire française apprendront qu'il vaut toujours mieux procéder de la sorte en dehors d'une période électorale. Alors que le sort des otages est réglé, que le retour est prévu sous contrôle de l'ONU dans les jours qui suivent, la plus lourde des opérations sera menée le 18 décembre contre une autre colonne du Front Polisario. Cette fois-ci, c'est dans la région de Tmelmichat que se trouvent les maquisards. Et ils se défendront beaucoup plus vigoureusement.

Avant d'être complètement anéantis, les guerriers sahraouis ont en effet considérablement endommagé deux des avions attaquants : celui du chef d'escadrille Jean Menu devra se dérouter en piteux état sur l'aéroport de Nouadhibou : une balle de mitrailleuse dans la verrière, les entrées d'air et une partie de la dérive arrachées, les ailes percées. Irréparable sur place, le Jaguar rentrera en France en pièces détachées. « Je veux que Boumediene me respecte », aurait dit Giscard à des officiers de son état-major lors d'une réunion tenue à l'Élysée quelques heures avant qu'il décide son ultime *bingo vert*. Ce « respect » présidentiel aura coûté plusieurs centaines de morts au Polisario, et fut bien près de valoir les pires déboires aux pilotes français. Giscard étant tout de même reconnaissant, il fit attribuer à Jean Menu et à Michel Forget la croix de la valeur militaire avec palme et citation à l'ordre de l'armée : en France, une poitrine de soldat ne peut rien porter de plus glorieux. Le seul problème, c'est que ces décora-

tions furent remises clandestinement à leurs bénéficiaires dans le bureau du chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Maurice Saint-Criq, et non pas comme le veut la règle, sur le front des troupes : bien qu'elle ait été révélée en son temps par les Sahraouis, l'existence des attaques avait été admise par les Français, qui n'en avaient cependant jamais eux-mêmes divulgué les « détails », dont le rôle exact des pilotes français. Les intéressés en ont gardé un certain dépit...

Jean Menu a fait son chemin depuis : en septembre 1987, alors qu'il était colonel et commandant le dispositif français *Épervier*, au Tchad, c'est lui qui avait donné l'ordre de tir — mais sans en référer à Paris, il n'avait pas le temps — qui permit à un missile Hawk de l'armée de terre d'abattre un Tupolev libyen se préparant à attaquer N'Djaména. Quelques semaines plus tard, il recevra — avec tous les égards dus à son rang de membre de la commission de la Défense nationale —, le député Michel Rocard, alors en tournée africaine de « candidat à la candidature » socialiste pour l'élection présidentielle. Et en septembre 1989, lorsqu'il s'agira de remplacer son collègue Bernard Norlain comme chef du cabinet militaire de Matignon, celui qui est entre-temps devenu Premier ministre prendra à ses côtés cet « opérationnel » incontestable. Les hommes qui savent appuyer au bon moment sur le bouton qui convient ne peuvent pas être inutiles pour un Premier ministre.

Le désert des Tartares

Lamantin, Victor. Deux opérations, deux illustrations des relations qui s'établissent entre le pouvoir politique et les militaires à l'occasion de crises jugées suffisamment importantes pour nécessiter l'emploi de la force armée. *Lamantin* : une opération de soutien à un régime africain menacé. Ouvéa : une opération de police qui se transforme en action militaire, sur le « territoire national ». Au carrefour de la diplomatie et de la politique intérieure, les « opérations » sont en quelque sorte

la raison d'être des militaires d'aujourd'hui : être le bras armé, disponible et efficace, d'une république européenne qui se veut une puissance mondiale. Seul problème : depuis la fin de la guerre d'Algérie, en 1962, la France vit en paix et n'intervient — relativement souvent, certes — à l'extérieur de ses frontières qu'avec quelques centaines d'hommes à chaque fois (cf. encadré) ; mais selon l'éternel principe du *Si vis pacem, para bellum*, l'armée française de temps de paix est dimensionnée pour faire face à un conflit majeur : 679 000 hommes [11] la servent en 1990.

Lamantin, Victor. Et Kolwezi en 1978, et le Tchad, et Beyrouth, et le Gabon, et le golfe Arabo-Persique : autant de missions militaires, parmi d'autres, qui nourrissent les mythes et l'imagination des jeunes conscrits et des professionnels. Autant de preuves que le mot « efficacité » a encore un sens, que la disponibilité n'est pas un vain mot, que l'éventualité de la mort en service commandé est acceptée sans discussion. Mais les armées sont aussi cette énorme machine bureaucratique, routinière et socialement conservatrice pour laquelle la paix est synonyme d'inaction, donc d'ennui. Officiellement l'ensemble de l'armée française participe à la dissuasion d'un adversaire potentiel dont les événements intervenus à l'Est et en URSS depuis la fin des années quatre-vingt démontrent chaque jour davantage l'absence d'agressivité militaire. Que reste-t-il de nos ennemis ?

Les temps sont durs pour les armées françaises et pour le demi-millier de généraux qui les gouvernent. La mythologie des opérations extérieures est rongée par une réalité plus évidente chaque jour : nos soldats veillent face au désert des Tartares, aux créneaux d'une forteresse vide d'assaillants. Dans de telles conditions, les spécificités militaires — un système de formation autonome, une gestion des personnels et un système de promotion hors du regard des civils — prennent davantage de relief. Le maintien du fonds de commerce impose que,

11. Les armées françaises comptaient, en 1990, 300 993 militaires professionnels, 248 654 appelés, 129 601 civils.

PRINCIPALES OPÉRATIONS MILITAIRES FRANÇAISES
À L'ÉTRANGER DEPUIS 1977

Centrafrique :
— *Barracuda* (1979-1981) ;
— *Cyprin* (1981) ;
— Éléments français d'assistance opérationnelle — EFAO (1982-).

Comores :
— *Oside* (décembre 1989).

Gabon :
— *Requin* (mai 1990).

Golfe Arabo-Persique :
— *Prométhée* (1987-1988) ;
— déminage (1987-1988).
— *Artimon* (août 1990-).
— *Salamandre* (août 1990-).
— *Daguet* (septembre 1990-).

Liban :
— *Hippocampe* (mars 1978-), mise en place de la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) ;
— *Olifant* (1981-) — marine nationale.
— *Anabase* (septembre 1982) — marine nationale :
— *Épaulard* (août-septembre 1982), force multinationale d'interposition à Beyrouth ;
— *Diodon* (septembre 1982-avril 1984), force multinationale de sécurité à Beyrouth ;
— *Mirmillon* (1984) — marine nationale ;
— Observateurs-casques blancs (avril 1984-juin 1986).

Mauritanie :
— *Lamantin* (1977) ;
— Nouadhibou (1979-1980)

Nouvelles-Hébrides :
— *Saintonge* (1980).

Tchad :
— *Tacaud* (1978-1980) ;
— *Manta* (1983-1984) ;
— *Épervier* (1986-).

Togo :
— 1986.

Tunisie :
— *Scorpion* (1980).

Zaïre :
— *Bonite* (1978).

Sources : Jean-Michel BOUCHERON, *Rapport sur le projet de loi de programmation militaire de 1990-1993*, Assemblée nationale, 1989 ; André FOURES, *Au-delà du sanctuaire*, Économica, Paris, 1986. (Les dates incomplètes entre parenthèses concernent les opérations toujours en cours à l'automne 1990.)

malgré les évolutions du monde, les militaires gardent un poids significatif dans la société française : ils construisent toujours autant de canons et d'avions, n'achètent pas moins de bateaux, n'essaient pas moins que par le passé d'influer sur les décisions du pouvoir politique. A défaut d'être aujourd'hui plus indispensables que d'autres acteurs de la société, paix oblige, les généraux voudraient que les citoyens n'oublient pas qu'ils pourraient, un jour, le devenir à nouveau.

I

La fabrication des généraux